

# Bréf.

Lettre d'information et de réflexion  
de Martial Passi



## BAISSE DES DOTATIONS D'ÉTAT

**MAIRIE EN LUTTE**  
pour le service public

### LAÏCITÉ

#### Mobilisation et réflexion sur les valeurs de la République

L'Association des Maires de France a demandé à l'Etat d'engager avec les élus une réflexion permettant de fixer un cadre commun et concret, facilitant la mise en œuvre des principes républicains dans les services publics locaux. L'AMF appelle les maires à « inscrire dans les axes des programmes éducatifs territoriaux l'acquisition des valeurs républicaines ».

[ **Bréf.**, les valeurs fondatrices de notre République nécessitent une mobilisation générale pour être appliquées par et pour tous dans tous les domaines. ]

### SECURITE

#### Police municipale : l'AMF demande plus de moyens

Le ministre de l'Intérieur a reçu le président de l'Association des maires de France afin de discuter « de la problématique spécifique des agents de police municipaux qui peuvent être des cibles sur le terrain pour des terroristes ». L'AMF souhaite aborder la question d'un co-financement par l'Etat « d'un certain nombre d'équipements comme les gilets pare-balles ». En 2012, 4 349 communes employaient au total 19 479 policiers municipaux.

[ **Bréf.**, la sécurité des biens et des personnes est une compétence régalienne de l'Etat qui doit cesser son désengagement sur les collectivités. ]

### AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

#### La Poste pour redynamiser les services publics dans les territoires ruraux

Afin de répondre à la crise que connaît la Poste, le député Jean Launay préconise d'accélérer la création des maisons de services publics en les adossant aux bureaux de poste en déclin. Ces maisons, installées dans les mairies ou les sièges de communautés de communes, permettraient aux habitants des territoires ruraux d'accéder à de nombreux services de proximité (Pôle Emploi, services de la préfecture, CAF, etc.).

[ **Bréf.**, enjeu de l'égalité républicaine, les services publics de proximité ne peuvent être à la seule charge des collectivités locales. ]

### BUDGET DE L'ETAT

#### Un déficit moins important que prévu

Le ministère des finances annonce que le déficit de l'Etat a été moins important que prévu en 2014. Des recettes fiscales supérieures à celles attendues ont permis de réduire ce déficit de 3 milliards (sur 85,6 milliards). La prévision du déficit public est cependant maintenue à 4,4 % du PIB pour 2014.

[ **Bréf.**, l'Etat va-t-il revoir les baisses de ses dotations aux collectivités comme le demandent les élus locaux ? ]

### ACCESSIBILITE

#### De nouvelles normes

Un arrêté publié dernièrement fixe les nouvelles normes à respecter pour garantir l'accessibilité des établissements recevant du public. Applicables depuis le début de l'année, ces normes vont dans le sens d'un assouplissement de la loi. Une position qui répond aux demandes récurrentes de l'Association des Maires de France.

[ **Bréf.**, l'inflation des normes génère des coûts de plus en plus lourds pour les collectivités, ce que dénoncent régulièrement les élus locaux au Conseil national d'évaluation des normes. ]